



NOTE CONCEPTUELLE

Encourager la participation active des femmes et des jeunes au développement économique et social - qui ensemble représentent 62% de la population mondiale - c'est rendre service à tout le monde. Il y a actuellement 4,6 milliards de femmes et de jeunes dans le monde et pourtant, dans la plupart des cas, être jeune ou une femme vous rend plus susceptible d'être désavantagé en termes de santé, d'éducation ou d'accès à l'emploi et aux autres opportunités économiques. Pour ne plus laisser plus de la moitié de la population mondiale à la marge du progrès économique et social, la communauté internationale doit tenir sa promesse de faire de la force du nombre un moteur du développement durable pour tous. Il est temps de reconnaître les problèmes des femmes et des jeunes comme des problèmes qui ont une incidence globale sur le développement, aujourd'hui, en 2030 et au-delà.

Les politiques publiques pro-femmes et pro-jeunesse sont bien des conditions préalables à la réalisation des ambitions universelles de l'Agenda 2030 : non seulement leur autonomisation est un objectif de développement en tant que tel, mais l'effet multiplicateur de ces politiques est essentiel pour accélérer le développement universel. Il ne fait plus de doute que les économies sont plus fortes dans les pays où les femmes et les jeunes participent activement à tous les niveaux, de l'éducation à la politique et au marché du travail. Une meilleure éducation, un pouvoir de négociation et des revenus plus importants pour les femmes se traduisent également par plus d'investissement dans l'éducation et la santé des enfants et des jeunes, conduisant à un développement plus durable et à des sociétés plus stables pour tous.

Les Objectifs de développement durable (ODD) fournissent une feuille de route sur la façon d'autonomiser les femmes et les jeunes pour des bénéfices universels. Il est maintenant temps de transformer les mots en actions, et les objectifs en résultats concrets.

Cela signifie que l'emploi des jeunes est un enjeu majeur pour tout le monde. Jusqu'à 600 millions d'emplois devront être créés dans le monde au cours des 15 prochaines années pour maintenir les taux d'emploi actuels. Si ces taux ne sont pas maintenus, cela aura des conséquences négatives considérables. La majorité des jeunes dans les pays en développement aujourd'hui sont peu qualifiés et peu instruits, ce qui creuse l'écart de productivité avec les pays riches. Répondre à ce défi, c'est redoubler d'efforts pour combler le déficit de compétences de la masse des jeunes défavorisés.

Cela signifie également que l'égalité des genres est aussi un enjeu mondial. Près de 90% des 143 économies mondiales ont au moins une particularité juridique restreignant les opportunités des femmes. Parmi celles-ci, 79 économies ont des lois qui limitent les types d'emplois auxquels elles peuvent prétendre. L'autonomisation des femmes rend les sociétés plus pacifiques, une condition nécessaire pour un développement universel. Des études récentes de l'OCDE montrent que si la participation active des femmes contribue à la paix et à la résilience, des relations inégales entre les genres peuvent, elles, conduire à des conflits et à la violence.

Pour encourager la communauté internationale à agir, le *Forum mondial sur le développement 2018* de l'OCDE débattrà des façons de concrétiser la promesse de l'autonomisation des femmes et des jeunes. Experts, associations et représentants des gouvernements discuteront de l'adaptation des compétences des jeunes au marché du travail, en particulier pour les jeunes ruraux, de l'inadéquation des compétences, de l'accès des femmes aux opportunités économiques et de la reconnaissance et la réduction des soins et travaux domestiques non rémunérés. Le lien entre conflit et inégalité des genres sera également abordé.



